



## Décision n° 2025/99

### Renouvellement de la convention avec la Recyclerie du Vimeu dans le cadre du soutien à l'emploi de personnes en parcours d'insertion résidant sur le territoire de la C CVS

Le Président de la Communauté de Communes des Villes Sœurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-2, L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la convention initiale signée le 3 août 2018 entre la Communauté de Communes des Villes Sœurs et l'association Recyclerie Vimeu-Bresle, ainsi que ses renouvellements successifs ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°20200716-7 du 16 juillet 2020 relative aux délégations données par le Conseil communautaire au Président ;

Vu le bilan positif des actions menées en matière d'insertion professionnelle et sociale ;

Considérant que le renouvellement de la convention permettra de soutenir l'emploi de personnes en parcours d'insertion résidant sur le territoire de la C CVS et d'assurer la pérennité de la structure de la Recyclerie du Vimeu ;

### DECIDE

#### Article 1er :

La Communauté de Communes des Villes Sœurs renouvelle pour l'année 2026 la convention de partenariat avec l'association Recyclerie Vimeu-Bresle. La C CVS s'engage à verser à l'association une subvention de 4 000 € par salarié en CDDI, pour un maximum de 8 postes, soit un montant total prévisionnel de 32 000 €, selon les modalités prévues dans la convention.

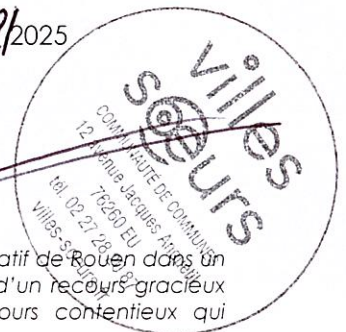
#### Article 2 :

La présente décision sera transmise au Préfet et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil communautaire.

Envoyé en Sous-Préfecture le :  
Affiché le :  
Acte certifié exécutoire à Eu,  
Le  
Le Président,

Fait à Eu, le 4.1.12/2025

Le président,  
**Eddie Facque**



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Elle peut, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la C CVS, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la réception d'une réponse explicite au recours gracieux ;
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux, en l'absence de réponse du Président pendant ce délai